

## Audit électoral aux États-Unis : dénouement en vue ?



[Source : francesoir.fr]

[Photo : Sidney Powell interviewée au rassemblement des patriotes à Dallas, Texas pour le Memorial Day WEGateway pundit]

Auteur(s) : Elisabeth Dancet, pour FranceSoir

Une majorité d'Américains commence à s'impatienter : si, comme un faisceau de preuves le démontre, Biden est un président qui n'a pas été élu par le peuple, il est donc illégitime et doit être destitué. La procédure est sans précédent, mais comme l'a affirmé publiquement l'avocate fédérale Sidney Powell au cours du rassemblement organisé fin mai par les patriotes à Dallas, Texas, « c'est la première fois qu'une fraude aussi abjecte a été perpétrée dans notre pays. Trump devrait simplement être réinstallé en fixant une nouvelle journée d'inauguration. »

### L'audit électoral du comté de Maricopa complété à 80%

Dans notre dernier article, nous avons montré le tableau récapitulatif des fraudes potentielles établi par l'ex-conseiller au commerce Peter Navarro pour les six États clés qui devrait consacrer la victoire de Trump dans chacun de ces États, du moment que des audits judiciaires complètes sont conduites. Trump a de fait été élu démocratiquement, avec une large majorité des grands électeurs, et pratiquement 80 millions d'électeurs. La vérité se rapproche, puisque les résultats de la première phase de l'audit en Arizona, à savoir la vérification et le recomptage des bulletins de vote du comté de Maricopa devraient être annoncés le 14 juin. L'acharnement médiatique et légale, doublé de menaces et tentatives de coercition de tous ordres n'ont pas réussi à faire stopper les actions en cours. Beaucoup de volontaires, habitants du comté, patriotes et citoyens – parmi eux des démocrates – contribuent à l'opération, aujourd'hui complétée à 80% : soit en venant physiquement à Phoenix – rappelons qu'il y a plus de deux millions de bulletins à contrôler – pour aider à scanner les bulletins de votes ou à titre de simples observateurs, soit en participant au financement de l'audit.

### La sécurité des élections en question

Aux États-Unis, les élections rythment la vie politique tous les deux ans, que ce soit pour élire les sénateurs, les représentants au Congrès, les gouverneurs des États et bien sûr le Président. Cet audit a le mérite de

rappeler à des millions d'Américains qu'élus démocrates comme républicains ont alerté publiquement et à plusieurs reprises ces dernières années sur le manque de sécurité des machines de vote, les risques avérés de piratage localement et via Internet et l'impact sur les résultats. Ron Widen, sénateur démocrate de l'Oregon, a déclaré devant la commission du Sénat sur la sécurité des élections : « ces machines de vote ont des accès illicites permettant de les pirater facilement », Amy Klobuchar, sénatrice démocrate du Minnesota : « il n'y a que trois entreprises qui contrôlent ces machines, et elles sont faciles à pirater », la plus révélatrice étant l'intervention de Kamala Harris devant le Sénat le 12 juin 2018 alors qu'elle était sénatrice de Californie : « nous avons organisé une démonstration ici au Capitole pour nos collègues, avec des gens qui ont piraté devant nos yeux les machines de vote ». Certains élus ont aussi dénoncé les contrats non conformes passés par les États avec ces fabricants privés (Dominion, Smartmatic) qui interdisent aux fonctionnaires responsables de l'organisation des élections l'accès au code informatique et donc le contrôle factuel des résultats. En montrant aux citoyens que ces critiques répétées n'ont pas été adressées, les audits en cours et à venir poussent à une remise à plat complète du système électoral prenant en compte les risques associées à la cyber-sécurité, et aboutiront peut-être au retour du bulletin papier et à la présentation d'une pièce d'identité pour restaurer la confiance.

## Les preuves absolues des cyber-attaques

Après les révélations exposées dans ses documentaires « Absolute Interference » et « Absolute Proof » visionnés à ce jour par plus de 150 millions de personnes dans le monde, Mike Lindell a fait réaliser une analyse systématique de 20 cyberattaques conduites dans cinq États-clés – sur un total de près de 3000 attaques commises durant l'élection. Cet entrepreneur passionné et son équipe d'avocats ont atteint un tel point de certitude quant aux preuves et évidences de ces cyber-attaques perpétrées par des hackers en provenance de Chine, qu'ils poursuivent Dominion et Smartmatic en justice pour un montant de plus de 2 milliards de dollars, pour conspiration contre lui, son entreprise et avoir rendu possible ces fraudes. Son dernier documentaire montre l'analyse détaillée des manipulations de données par des experts travaillant pour les agences de renseignement gouvernementales de ces 20 attaques en provenance de Chine et qui retournent les résultats dans cinq États clés au profit de Trump. Il a fait réaliser cette validation par une équipe de cyber-experts : ceux-ci ont analysé les pcaps ou packet capture ayant transité sur les réseaux informatiques le jour de l'élection et durant les deux jours qui ont suivi. Ces interfaces de programmation, inviolables et codées en dur au fur et à mesure des mouvements, enregistrées en temps réel, permettent de capturer les données brutes du trafic réseau. Ce qui fait dire à l'un des experts : « ces preuves sont irréfutables et au-delà de toute considération partisane, comparables à un enregistrement vidéo en temps réel de malfaiteurs en train de braquer une banque. » Curieusement, Mike Lindell qui pendant des semaines, a été moqué et attaqué avec violence par les médias mainstream, reçoit à nouveau des appels de journalistes de CNN et MSNBC : à temps pour pouvoir retourner leur veste le moment venu ?

## L'effet domino se poursuit

Seth Keshel, analyste du renseignement militaire, attend avec impatience les résultats de l'audit en Arizona. Pour effectuer ses calculs, cet expert examine l'historique des résultats des élections présidentielles en fonction de l'évolution du nombre d'électeurs des deux principaux partis dans les différents comtés. Le comté de Maricopa inclut pratiquement les deux tiers des votes de l'État, a toujours voté pour le candidat républicain, et ce depuis 1948. L'audit devrait expliquer d'où viennent ces voix attribuées à Joe Biden dans un des États les plus républicains du pays. Un audit qui, selon S. Keshel, devrait entraîner la dé-certification des votes de l'Arizona – un précédent, et booster les mêmes démarches dans ces États où les résultats sont inexplicables face aux tendances de l'électorat et aux courbes d'évolution statistiques, comme la Pennsylvanie, la Géorgie, le Michigan. Comme annoncé, l'audit en Arizona attire d'autres élus ou candidats d'États dans lesquels les élections sont remises en question depuis l'annonce des résultats début novembre. Une délégation de législateurs républicains de Pennsylvanie s'est rendue à Phoenix le 2 juin pour faire le tour du site de l'audit et ont été favorablement impressionnés par les actions menées sur place, notamment l'analyse des ruptures dans les chaînes de contrôle durant les élections. Plusieurs d'entre eux, les sénateurs Cris Dush et Doug Mastriano, le membre du Congrès Rob Kauffman vont dans le sens des électeurs et se sont officiellement déclarés favorables à la conduite d'un audit similaire dans leur État.

Vernon Jones, lors de l'annonce de sa candidature pour le poste de gouverneur de Géorgie, a demandé formellement un audit judiciaire des élections. Il vient de se rendre lui aussi en Arizona cette semaine : il déclare être inspiré par la transparence, la qualité de l'audit et des procédures et déclaré qu'il faut faire la même chose en Géorgie. L'ancien commissaire de police Bernie Kerik est formel : dans le comté de Fulton qui inclut la capitale Atlanta, les élections ont été volées, le secrétaire d'État Brad Raffensperger a annoncé la certification des votes alors qu'il manquait 17 400 bulletins. Des assignations à comparaître ont été délivrées par le juge et des dépositions de témoins sont en cours... la pression monte pour démarrer cet audit. L'avocate Sidney Powell ainsi qu'une poignée de patriotes ont décidé de poursuivre la vérité quoiqu'il en coûte. Elle a compris dès le mois de novembre la faillite des institutions censées faire appliquer la loi. Constatant que ces fonctionnaires du FBI, du DHS, du DOJ supposés assurer la transparence des élections, responsables de l'État de droit et de protéger la Constitution américaine ont failli à leurs devoirs, elle confirme la montagne d'évidences qui prouvent le vol des élections. Il ne s'agit pas de Donald Trump, il s'agit de la République américaine et de restaurer son fonctionnement démocratique. Si comme les signes le montrent et malgré les obstacles, la vérité éclate enfin, l'Amérique et We The People auront donné une leçon de démocratie au reste du monde libre.



Auteur(s) : Elisabeth Dancet, pour FranceSoir